



## Plaidoyer pour un plan stratégique de relance économique dans le cadre des politiques publiques en Algérie

### Advocacy for a strategic economic recovery plan within the framework of public policies in Algeria

LAZREG Mohammed\*1

<sup>1</sup> Université de Sidi bel abbes (Algérie), m.lazreg222@yahoo.fr

Reçue : 31/08/2022

Accepté :07/11/2022

Publié :21/01/2023

**Résumé:** L'Algérie connaît actuellement une crise sanitaire due à la propagation du Covid 19 et ses conséquences. D'autre part, à l'instar des pays dont les revenus sont totalement dépendants de la rente pétrolière, la gravité des déséquilibres affectant le budget de l'Etat, vient de prendre une dimension inquiétante susceptible d'affecter négativement et gravement les perspectives de croissance de l'ensemble de l'économie algérienne au cours des prochaines années. En conséquence, l'Algérie devrait entreprendre une série de réformes structurelles. Deux objectifs essentiels caractérisent notre étude : déterminer d'une part, les politiques publiques à mettre en œuvre pour une relance économique en Algérie ; d'autre part mettre en relief les leviers fondamentaux nécessaires pour la réussite des politiques publiques en Algérie.

**Mots clés :** Relance économique, Politiques publiques, finances publiques, politique monétaire et financière, leviers fondamentaux.

**Abstract:** Algeria is currently experiencing a health crisis due to the spread of Covid 19 and its consequences. On the other hand, following the example of countries whose incomes are totally dependent on oil revenue, the seriousness of the imbalances affecting the State budget has just taken on a worrying dimension likely to negatively and seriously affect the prospects for growth of the Algerian economy as a whole over the next few years. Accordingly, Algeria should undertake a series of structural reforms. Two essential objectives characterize our study: to determine on the one hand, the public policies to be implemented for an economic revival in Algeria; on the other hand, to highlight the fundamental levers necessary for the success of public policies in Algeria.

**Keywords :** Economic recovery, public policies, public finances, monetary and financial policy, fundamental levers .

**Code JEL Classification :** O10, M9.

#### Introduction:

Plusieurs années après le douloureux plan d'ajustement structurel du FMI en 1994, c'est encore une fois tout l'édifice économique national qui est exposé aux aléas du marché international d'une matière première. (Leghliel, 2020) note que l'Algérie se retrouve en tête de liste des pays de l'OPEP les plus touchés par le crash pétrolier et cela à cause de son économie non diversifiée et très dépendante des prix des hydrocarbures. (Lamiri, 2013) souligne que la refonte économique doit passer préalablement par une révolution managériale aux standards internationaux. La chute brutale des prix du pétrole révèle une nouvelle fois la vulnérabilité de l'économie nationale qui dépend non seulement d'une seule ressource mais qui est aussi

\*Auteur correspondant

suspendue à un marché imprévisible. Pour (Mekideche, 2008) plus que jamais, il convient d'engager dès à présent, les réformes, c'est la seule façon de faire face structurellement à la menace qui pèse sur nos équilibres sociaux, économiques et financiers. Aussi, un plan stratégique de relance économique s'avère indispensable, car les sources de financement du modèle rentier en vigueur sont épuisées. La stratégie, c'est d'abord un discours commun qui définit un environnement concurrentiel (dans quelles contraintes économiques évoluons-nous ?) un projet (comment allons-nous surmonter ces contraintes ?). Un avenir (que pensons-nous être dans les prochaines années). On peut définir la stratégie comme étant l'ensemble des décisions de long terme prises pour atteindre ses objectifs compte tenu de ses ressources et de ses environnements (Bouglet, 2011). (Lehman Ortega, Leroy ; Garette et al, 2013) estiment que le succès d'une stratégie dépend autant, sinon davantage, de la qualité de sa mise en œuvre concrète par activité, par fonction et par pays, que de la qualité de l'analyse stratégique.

**C'est donc un double questionnement qui va structurer notre article :**

- **Quelles sont les politiques publiques à mettre en œuvre pour une relance économique en Algérie ?**
- **Quelles sont les leviers fondamentaux nécessaires pour une réussite des politiques publiques en Algérie ?**

Ce sont donc deux questions qui sous tendent la problématique afférente à notre papier.

Pour résoudre cette problématique, nous avons émis les hypothèses suivantes :

Les politiques publiques en Algérie doivent concerner plusieurs objectifs entre autres :

- les objectifs économiques purs : ce sont des objectifs qui affectent la nature et le niveau de l'équilibre économique, nous citerons à titre d'exemple : le plein emploi, la stabilité des prix, la croissance de la production, la redistribution égalitaire des revenus...
- les objectifs sociaux : ce sont des objectifs qui affectent le bien être individuel ou collectif qui, du fait de leur coût pour la collectivité doivent être réalisés par l'Etat ; à titre d'exemple : la bonne santé de la population, un haut niveau d'éducation.
- les « quasi objectifs » : ce sont les objectifs qui n'affectent pas fondamentalement et directement les agents économiques individuels, exemple : l'équilibre de la balance des paiements, l'insertion de l'économie dans le commerce mondial. Toutefois, les objectifs en question nécessitent des instruments dont les instruments d'intervention. De nature globale ou sectorielle permanente ou partielle, ils visent à favoriser une expansion continue, équilibrée et harmonieuse et ce, à l'image ; de la politique budgétaire et fiscale, la politique monétaire, la politique industrielle, la politique de répartition des ressources, la politique de change...
- Pour une réussite des politiques publiques en Algérie, plusieurs leviers fondamentaux doivent être mis en œuvre, notamment :
  - ✓ La bonne gouvernance : Actuellement, la notion de bonne gouvernance constitue une référence pour expliquer la qualité du développement et de la croissance. Elle est inscrite comme objectif dans la majorité des documents de politique générale ou de plans de développement en Occident. Sa qualité est retenue comme l'un des facteurs qui déterminent la réussite d'une économie ;
  - ✓ Une économie fondée sur la connaissance : Elle constitue un vecteur important pour les pays qui souhaitent accéder à l'émergence et au développement ;
  - ✓ La valorisation des ressources humaines : En effet, avant de se lancer dans le processus de réflexion stratégique qui nécessite la mobilisation de tous les acteurs de l'entreprise, il y a lieu de réhabiliter le rôle stratégique des ressources humaines.

**Les objectifs de l'article :**

Deux objectifs essentiels caractérisent notre papier :

- ✓ Mettre en exergue les politiques publiques à mettre en œuvre pour une relance économique en Algérie ;

- ✓ Mettre en relief les leviers fondamentaux nécessaires pour une réussite des politiques publiques en Algérie.

Trois axes directeurs vont structurer notre article mis en exergue ci-dessous.

## **1. La notion de politique publique : une revue de la littérature**

Dans le cadre de notre contribution à travers cet article, nous ne pouvons faire une recension exhaustive de l'ensemble des théories afférentes à la notion de politique publique, tâche impossible à réaliser dans notre article, au vu de l'importance de la littérature à ce sujet. Notre inclination personnelle nous conduit à mettre en exergue quelques grandes lignes ayant trait à la notion de politique publique.

### **1.1. Politique conjoncturelle et politique structurelle :**

(Rival, Carrissant, 2010) soulignent que les politiques économiques regroupent un ensemble d'objectifs et d'instruments par lesquels les pouvoirs publics cherchent à agir sur les variables économiques. On distingue généralement les politiques conjoncturelles des politiques structurelles. (Biales, Leurion, Rivaud, 2007) mettent en évidence que la politique économique peut se définir comme un ensemble de décisions cohérentes, prises par les pouvoirs publics et visant, à partir d'instruments, à atteindre des objectifs relatifs à la situation d'équilibre d'une nation. Les objectifs poursuivis sont à la fois économiques et sociaux. Pour (Barre, Fontanel, 1993) les politiques économiques sont fondées sur trois types de considérations :

- D'abord, les réflexions en termes de théorie des jeux mettent souvent en évidence l'intérêt de l'action de coopération pour les unités économiques. Dans ce cas, une bonne gestion de l'économie passe par des problèmes de concertation, dirigées ou contrôlés par une volonté collective qui ne peut être que l'Etat ;
- Ensuite, les théoriciens de l'économie politique ont engagé des débats importants sur la nature et l'importance du rôle de l'Etat dans la vie économique ;
- Enfin, dans un système d'économie planifiée, le rôle de l'Etat s'impose de lui-même notamment par la mise en place de la planification. Dans une économie de marché, il existe de nombreux dysfonctionnements qui impliquent l'intervention de l'Etat et donc la définition d'une politique économique.

#### **1.1.1. Les politiques conjoncturelles :**

Les politiques conjoncturelles sont des politiques ayant pour but de faire face à l'ensemble des variations de court terme de l'activité économique. Elles peuvent se fixer différents objectifs qui peuvent être complémentaires ou contradictoires : une croissance élevée du PIB, le plein emploi, la stabilité des prix et l'équilibre extérieur. Les instruments de politiques conjoncturelles les plus utilisées sont la politique budgétaire et la politique monétaire.

#### **1.1.2. Quels sont les principaux instruments des politiques conjoncturelles ?**

(Rival, Carrissant, 2010) soulignent ce qui suit :

##### **a. La politique budgétaire :**

La politique budgétaire est l'instrument de la politique économique qui utilise le budget afin d'agir sur l'activité nationale. Elle utilise un levier important : l'action sur les dépenses publiques. Le type de politique budgétaire mené sera différent suivant le courant économique dominant par exemple :

- Dans le cadre d'une politique budgétaire Keynésienne, le budget de l'Etat apparaît comme un puissant levier : l'intervention publique se traduit par une croissance des dépenses publiques avec une prépondérance des dépenses à fort effet d'entraînement sur l'économie (infrastructure publiques, bâtiments et travaux publics...);
- Dans le cadre d'une politique budgétaire libérale, le budget doit être équilibré de manière à favoriser sa neutralité, on parle d'orthodoxie financière publique.

##### **b. La politique monétaire :**

Dans le cadre de la politique économique générale, la politique monétaire a pour objet de procurer à l'économie la quantité de monnaie nécessaire à la poursuite de la croissance économique et à la réalisation du plein emploi.

**c. L'utilisation conjoncturelle de politique fiscale :**

(Rival, Carrissant, 2010) notent que la politique de réduction de la fiscalité a pu être critiquée en France car la baisse des impôts profiterait surtout aux hauts revenus, car la propension marginale à consommer est moindre que pour les catégories populaires et par l'Union Européenne qui estime que l'augmentation de la dette publique n'incitera pas les populations à consommer (motif de l'épargne de précaution pour faire face à une baisse de la richesse des ménages si l'économie est endetté) et va se fragiliser les finances publiques des Etats membres de l'Union.

**D. Les limites des politiques conjoncturelles :**

Les effets des politiques économiques conjoncturelles sont puissants, mais ne sont pas toujours bien perceptibles dans le temps en raison des délais constatés. En effet, en économie, on peut distinguer deux types de délais dans la mise en œuvre des politiques économiques :

- le délai interne qui est le temps entre le choc constaté et les mesures de politique économique adoptées pour réagir à ce choc : double délai, d'appréciation du choc et de mise en œuvre de la politique adaptée.
- le délai externe qui est le temps qui s'écoule entre le moment où la mesure de politique économique adaptée est prise et le moment où elle a réellement un effet sur l'économie.

L'addition de ces deux délais explique que les effets de la politique économique ne sont pas toujours mesurés correctement et peuvent être mal appréciés. Ainsi, une bonne décision économique s'avère peu opérationnelle si les délais sont trop longs (Rival, Carrissant, 2010).

**3. Les politiques structurelles :**

Les politiques structurelles sont des politiques qui portent sur l'évolution à long terme de l'économie et de ses structures. On peut citer par exemple les politiques sociales ou industrielles.

La politique fiscale à cet égard peut être utilisée de façon conjoncturelle pour la relance économique, mais aussi de manière structurelle pour des politiques de l'emploi, des politiques industrielles.

**Tableau n° 1 : mettant en relief, la typologie retenue pour les politiques économiques qui prend en compte la durée, les objectifs et les effets attendus**

Politiques conjoncturelles	Politiques structurelles
Politique budgétaire/ politique monétaire	Politique sociale/Politique industrielle
Court terme	Long terme
Objectif : maintien des équilibres	Objectif : adaptation des structures
Effets quantitatifs	Effets qualitatifs

**Source :** Rival M, Carrissant C, (2010) : Les politiques publiques. Editions INTEC, Paris, p 13 ;

**1.2. Les difficultés de la mise en place de la politique économique :**

(Biales, Leurion, Rivaud, 2007) expliquent que la poursuite d'objectifs multiples et en particulier ceux de l'emploi, de la stabilité des prix et de la répartition sociale des fruits de la croissance, pose souvent la question de la cohérence de la politique économique.

Trois raisons principales peuvent expliquer les difficultés de la mise en place de toute politique économique :

- la nécessité de concilier au mieux les intérêts divergents des groupes économiques et sociaux,
- le manque d'autonomie des pouvoirs publics dans l'utilisation des instruments de la politique économique (par exemple, le taux d'intérêt, instrument déterminant de la politique économique interne, est largement déterminé par l'environnement international)

- le risque d'incompatibilité des objectifs entre eux : l'expérience montre que la lutte contre l'inflation génère souvent momentanément du chômage.

(Biales, Leurion, Rivaud, 2007) note que à travers la politique économique, l'Etat peut rechercher des objectifs immédiats ou à plus long terme. On distingue ainsi deux grands types de politiques économiques : la politique conjoncturelle et la politique structurelle. Leurs caractéristiques sont les suivantes:

- La politique conjoncturelle : vise spécifiquement à réguler l'activité économique dans le court terme ; elle s'appuie sur l'utilisation de moyens simples à manier sur le plan administratif, et aux effets rapides (politique monétaire et politique budgétaire) ;
- La politique structurelle : cherche à piloter la progression de l'économie dans un cadre temporel long, elle utilise les instruments plus lourds à engager et aux effets souvent différés dans le temps (politique industrielle, politique des revenus...). Plusieurs auteurs ont mis en évidence la notion de politique publique, à titre d'exemple : (Raynauld, Stringer, 2008) (Benissad, 1991) (Bali, 1993) (Mekidèche, 2008) (Rezgi, 2006) (Bellal, 2017) (Sari, 2011) (Benachenhou, 2015).

## **2. Les instruments à mettre en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour une relance économique en Algérie :**

Les politiques publiques en Algérie doivent concerner l'axe macroéconomique, l'axe structurel et l'axe sectoriel. En ce sens, plusieurs paramètres doivent être pris en considération.

### **2.1 Le périmètre normatif des finances publiques :**

(Damarey, 2006) souligne que chacune des sphères financières publiques se formalise au travers d'un contexte normatif au sein duquel se côtoient dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires. Ces normes se présentent comme les sources du droit budgétaire composées de l'ensemble des dispositions présidant à l'élaboration des budgets publics. Les finances publiques sont d'abord les finances des personnes publiques (Etat, collectivités locales, établissements publics).

#### **2.1.1. Les notions de budget et de loi de finances :**

Le budget est l'ensemble des comptes qui décrivent ; pour une année civile, les ressources et les charges de l'Etat. C'est également l'acte juridique par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de l'Etat. Les lois de finances déterminent la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat. On distingue la loi de finances initiale et les lois de finances rectificatives (souvent dénommées « collectifs budgétaires »).

#### **2.1.2. Amélioration des finances publiques et rationalisation des choix budgétaires en Algérie : Vecteur d'un management efficient :**

A l'heure où le pays traverse une crise financière aigue due à la baisse des prix des hydrocarbures, source quasi unique des revenus de l'Etat en moyens de paiement extérieurs et via la fiscalité pétrolière de financement du budget de l'Etat, en l'absence d'une diversification économique, la rationalisation des choix budgétaires est plus que jamais à l'ordre du jour.

#### **2.1.3. La dépréciation et la dévaluation du dinar et ses conséquences sur l'économie algérienne :**

Dans les économies de marché, le prix des biens, des services et des monnaies convertibles est fixé par le jeu de l'offre et de la demande, tandis qu'en Algérie, la monnaie n'est pas convertible et sa valeur est fixée par la banque d'Algérie de façon administrative en prenant en compte un certain nombre de paramètres d'équilibre et de règle du FMI. En se basant sur la loi de l'offre et de la demande, la valeur du dinar fixée par le marché serait celle du circuit parallèle à savoir 200 DA pour un euro, mais l'établir à ce niveau, même si cela aurait de grands avantages en ce qui a trait au budget de l'Etat, engendrerait néanmoins de graves conséquences sur le pouvoir d'achat ». (Benachenhou, 2015) met également en exergue « dans le cadre de la mise en œuvre des réformes structurelles il faudra que la valeur officielle du dinar et celle du marché parallèle tendent à se rapprocher sensiblement, toutefois, une dévaluation donnera surtout l'illusion d'avoir plus de ressources dans les caisses de l'Etat,

puisque les dollars du pétrole rapporteront plus de dinars et permettront de mieux couvrir les dépenses dans le court terme, cependant les importations deviendront plus chères, dont surtout les inputs qui entrent dans la fabrication de produits algériens ce qui renchérra le cout de vie ».

#### **2.1.4 L'impact du taux de change officiel et parallèle sur l'économie algérienne :**

Les cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage publiées par la banque d'Algérie, lèvent le voile sur l'ampleur de l'érosion de la valeur de la monnaie nationale notamment par rapport au dollar et à l'Euro. A titre d'exemple à la mi-2014, l'euro s'échangeait contre 107 DA, tandis que le dollar américain valait 80 DA ; En d'autres termes, le dinar algérien a perdu près de 30% de sa valeur face à l'Euro et environ 40% par rapport au dollar. Le taux de change a joué un rôle important dans l'absorption du choc pétrolier. La détérioration de la valeur du dinar a donné lieu à des effets négatifs sur le commerce extérieur, les entreprises et les ménages. La banque d'Algérie met en évidence « que soutenir l'idée qu'il faut dévaluer le dinar pour le mettre au niveau du marché parallèle est une aberration. Le change informel ne peut être une référence, car il s'agit d'un marché spéculatif. Il faut espérer que la banque d'Algérie s'attache à maintenir une stabilité du dinar, car la manipulation du taux de change ne set à rien et ne peut entraîner que des effets négatifs sur le pouvoir d'achat du pays et des populations ».

#### **2.1.5. Les options des pouvoirs publics :**

La valeur de la monnaie nationale est nettement surévaluée compte tenue de la réalité défavorable des fondamentaux de l'économie nationale Les pouvoir publics mettent l'accent sur une option pour une dépréciation du dinar, mais plus ou moins graduelle et modéré d'ici 2022 et ce, à travers les cadrages financiers fixés dans la loi de finances 2020 pour les trois prochaines années, en effet il est prévu que la valeur de la monnaie nationale passera de 120 à 123 DA pour un dollar en 2020, 128 en 2021, et 133 en 2022.

Selon (**Benachenhou, 2015**), En Algérie, la politique monétaire fait face à trois défis directement ou indirectement. La banque d'Algérie doit renforcer la supervision des banques, notamment publiques, pour empêcher la régénération des créances douteuses et le rachat par le trésor qui n'en a plus les moyens en raison de ses autres obligations. Autant dire que le moment de vérité approche : le pays ne peut maintenir le statu quo qui préside aux relations entre banques publiques et entreprises publiques.

La politique monétaire et la supervision bancaire doivent s'affranchir de l'absence de contrainte financière spécifique au secteur public, les règles juridiques imposent une évolution majeure du droit applicable en matière de faillite pour les clients à emplois des banques. Un problème nouveau considérable se présente aussi : celui du financement bancaire du déficit du trésor au cours des prochaines années si la dépense publique ne baisse pas de manière significative en contexte de maintien des prix du pétrole à leur niveau actuel. Comment financer les déficits croissants du trésor sans effets d'éviction des autres opérateurs économiques ? Comment développer le marché des capitaux et organiser sa gestion pour financer les entreprises et éviter le financement monétaire du trésor qui conduirait à des niveaux insupportables d'inflation ? Le développement du marché des capitaux est une des solutions des problèmes monétaires et financiers de demain »

#### **2.1.6. Les suggestions du FMI au titre de l'article IV de ses statuts :**

Le taux de change effectif réel doit être progressivement rapproché de sa valeur d'équilibre et des mesures doivent être prise pour réduire le marché des changes parallèle a suggéré le FMI à l'issue des consultations bilatérales de 2018 au titre de l'article IV de ses statuts. Pour le FMI ; l'existence du marché parallèle complique la gestion macro économique car elle alimente les anticipations inflationnistes, fausse la formation des prix et affaiblit les canaux de transmission de la politique monétaire. L'unification des deux marchés ne sera possible qu'en libéralisant progressivement les transactions en capital, une mesure qui ne pourra être envisagé qu'une fois les conditions macroéconomiques devenues favorables.

#### **2.2. Les effets induits par la politique monétaire :**

S'inscrivant dans le cadre de la politique économique générale, la politique monétaire a pour objet de procurer à l'économie la quantité de monnaie nécessaire pour la poursuite de la croissance économique et la réalisation du plein-emploi tout en préservant la stabilité de la monnaie au niveau interne (prix) comme au niveau externe (Change). Le redressement de l'économie algérienne ne peut se faire en l'absence d'une stratégie globale et ordonnée permettant une formation cumulative de véritables fondamentaux liés à une économie de la production.

#### **a. L'augmentation des recettes budgétaires ou le poids de la fiscalité pétrolière :**

Selon (Benachenhou, 2015) au cours des dix dernières années, la fiscalité pétrolière a représenté en moyenne les deux tiers des recettes de l'Etat, elle a servi à financer les transferts sociaux inscrits au budget de fonctionnement, la fiscalité ordinaire arrivant à peine à couvrir la masse salariale publique qui représentent 58% des dépenses de fonctionnement.

**Tableau n°2 : mettant en exergue la fiscalité pétrolière pour les exercices 2009 à 2015**

Fiscalité pétrolière	2009	2010	2011	2013	2015
% de la fiscalité totale	68	68.5	71	67	63

**Source :** Benachenhou A (2015) : L'Algérie, sortir de la crise. Edition Diwan Alger, p 15.

**Tableau n° 3 : Evolution des indicateurs financiers (en %)**

	2010	2012	2014	2016	2018
Déficit budgétaire au PIB	25.7	28.0	22.0	14.0	22.0
Total des réserves en mois d'importations	36.78	34.31	28.19	22.59	18.8

**Source :** [www.bank-of-algeria.dz](http://www.bank-of-algeria.dz)

### **2.3. La sortie progressive des subventions et son impact sur le budget de l'Etat :**

La question des subventions est à résoudre, car elles impactent négativement le budget de l'Etat, réduisant ainsi ses capacités d'investissement. A cet effet, les subventions doivent moins concerner les produits mais plus les ménages en fonction de leur situation de revenus.

(Benachenhou, 2015) met en relief que la sortie des subventions s'impose par nécessité économique et par équité sociale. Sur le plan économique, le système actuel des subventions constitue un transfert massif d'épargne de l'Etat et certaines entreprises publiques vers les classes moyennes et supérieures et les entreprises sans efficacité économique et sociale avérée. Le système de subventions est une distorsion du fonctionnement de l'économie. Il faut protéger la couche de la société la plus vulnérable : la subvention à l'énergie non ciblée, comme tous les autres, tout le monde en profite, d'où le montant faramineux de cette subvention.

#### **2.3.1. La destination de l'argent récupéré des subventions :**

(Benachenhou, 2015) indique que la remise en ordre des prix et des subventions implicites et explicites est de nature à libérer au cours des dix prochaines années un espace budgétaire équivalent à 15% du PIB qui permettrait à terme de multiplier par 3 l'investissement productif, hors secteur de l'énergie et d'améliorer de façon notable le fonctionnement du service public.

### **2.4. La lutte contre l'inflation et l'informel : vecteur des politiques publiques efficaces**

#### **2.4.1. Nécessité d'une bancarisation de l'argent qui circule dans l'informel :**

(Benachenhou, 2015) souligne que l'informel a pris une importance considérable qui nuit à l'activité normale d'investissement et de production. Pour réduire les sources bien connues de l'essor et de la prospérité de l'informel en Algérie dont l'essor est un frein majeur de la croissance, on a besoin de l'Etat gendarme, mais aussi de l'Etat régulateur. Le problème de la bancarisation de l'argent qui circule dans l'informel ne trouve toujours pas de solution. Selon le gouverneur de la banque d'Algérie « plus de 5000 milliards de dinars circulent en Algérie hors secteur bancaire, soit plus de 50% des encours des crédits accordés à l'ensemble de l'économie nationale. Cette somme (5000 milliards de dinars) représente plus de 30% de la masse monétaire totale du pays. Cela veut dire que la politique de l'épargne est déficiente » les mesures entreprises

en 2016 et 2017 dans l'inclusion financière et de bancarisation de l'argent de l'informel se sont avérées inefficentes.

#### 2.4.2. La lutte contre l'inflation : une nécessité vitale

(Benachenhou, 2015) note que l'inflation, est un impôt sur les pauvres et les titulaires de revenus fixes. La lutte contre l'inflation, possible et urgente pour faciliter la sortie des subventions, doit se porter sur plusieurs fronts : le développement de l'offre agricole, la lutte contre l'informel, le renforcement de la concurrence et une politique macroéconomique plus ciblée. Le processus inflationniste est un phénomène complexe ou entre en jeu un grand nombre de facteurs en interaction, y compris les prix internationaux, les anticipations des agents économiques et la régulation des marchés.

Aussi, les sources de l'inflation sont très diverses, trois apparaissent importantes : le rôle de la monnaie, les déséquilibres du marché et la nature des structures économiques et sociales. Dans ce cadre, il est impératif que les pouvoirs publics en Algérie agissent dans ce sens.

#### 2.5. Un système bancaire et financier performant : Vecteur pour une relance économique en Algérie

(Mouhoubi, 1998) souligne qu'une économie moderne, puissante, performante et compétitive ne peut exister sans un système bancaire et financier moderne, puissant, performant et ouvert. L'une ne va pas sans l'autre. Les pays développés nous offrent le meilleur exemple de cette parfaite osmose. (Naas, 2003) note que l'Algérie s'est orientée vers l'économie de marché. En fait, le passage d'une économie d'endettement, une économie où les entreprises sont financées essentiellement par le crédit, à une économie de marché où le marché des capitaux joue un rôle principal dans la croissance, implique à notre sens une réforme globale du schéma de financement de l'économie nationale. La restructuration du système bancaire est à situer dans un plan de réforme d'ensemble qui intégrerait, outre le cadre dans lequel les banques évoluent, l'administration économique de l'Etat, le trésor, la banque d'Algérie et le marché financier.

##### 2.5.1. Les banques en Algérie : comme unique moyen de financement

En Algérie, le financement des entreprises se fait quasiment par le biais des crédits bancaires, ce qui constitue un frein pour la prise en charge de tous les projets. Le crédit bancaire ayant des limites qui sont fixées à travers entre autres, les ratios de solvabilité, de liquidité et de division des risques, il est clair que les banques algériennes ne pourront supporter seules le financement de l'économie. (Benachenhou, 2015) pose la question suivante : Les banques sont-elles une des causes de la faible diversification de l'économie et de la qualité médiocre de la croissance ? Certainement mais c'est un phénomène induit car les causes principales sont ailleurs : le rôle dominant de l'Etat dans l'économie qui façonne le comportement des banques publiques en matière de politique du crédit et le faible dynamisme de la demande de crédit du secteur privé pour l'investissement en comparaison de sa demande pour le commerce.

Tableau n°4 : ayant trait au marché du crédit bancaire en 2015 (Montants exprimés en Dollars)

	Nombre d'agences	Ressources collectées	Montants des crédits	CMLT	Crédits au secteur Public	Crédits au secteur privé
<b>Banques Publiques</b>	1094	86,6	57,1	42	36	21,5
<b>Banques Étrangères</b>	315	13,4	8,9	3		8,5
<b>Total</b>	1409	100	66	45	36	30

**Source :** Benachenhou A (2015) : L'Algérie. Sortir de la crise. Editions Ed Diwan ; p 226-228

En 2015, le secteur bancaire compte 1409 agences ; soit un guichet pour 25600 habitants contre 1 pour 7437 habitants en Tunisie. Le réseau des banques publiques comprend 1094 agences : 78%. Les banques étrangères disposent de 315 agences : 22%. Les crédits distribués



par les banques publiques (57,1 milliards de dollars) se décomposent en crédits à court terme (12 milliards de dollars), crédits à moyen terme (13 milliards de dollars) et crédits à long terme (32 milliards de dollars pour le financement de projets d'investissement notamment, mais pas uniquement dans les secteurs de l'énergie et de l'eau). Les banques publiques assurent la totalité du financement long du secteur public ; soit environ 31,2 milliards de dollars. Elles ont un encours de crédit sur le secteur privé d'environ 21 milliards de dollars et restent la principale source de crédit au secteur privé (**Benachenhou, 2015**). La mère des réformes à mener en urgence est celle du secteur financier et boursier pour diversifier les sources de financement de l'économie et de l'investissement. La réforme du secteur bancaire est une nécessité incontournable, mais elle ne sera pas suffisante pour instaurer une croissance pérenne et diversifier l'économie, si elle n'est pas accompagnée d'un programme cohérent de réformes structurelles. Les banques publiques financent la totalité des entreprises publiques et participent à hauteur de 75% aux crédits octroyés au secteur privé. L'activité de crédit des banques privées est orientée exclusivement sur le secteur privé (entreprises et ménages) avec une forte concentration sur les opérations de court terme.

**Tableau n°5 : concernant l'actif des banques et le taux d'inflation en Algérie**

	2012	2014	2016	2018	2020
Ratio des réserves liquides/actif des banques	86.04	73.99	49.29	17.46	23.00
Épargne intérieure brute au PIB	48.45	47.53	43.85	36.63	35.60
Taux d'inflation	3.91	8.89	2.92	6.40	4.27

**Source :** www.bank-of-algeria.dz

#### **2.5.4. Un marché financier efficient en Algérie : Levier de pilotage pour une émergence économique**

(**Nouioua, 2017**) souligne qu'un marché financier ne s'improvise pas. Il se constitue graduellement dans la mesure où les dispositions à prendre sont menées d'une manière judicieuse de façon à accroître les transactions tout en les rendant attractives aussi bien pour ceux qui font l'offre que pour ceux qui font la demande. En devenant actif le marché financier fournira de nouveaux instruments financiers susceptibles de drainer vers les entreprises, l'Etat ; les institutions publiques de substantielles ressources. (**Mishkin, Bordes, Haut cœur, Labarthe, 2007**) mettent en évidence que les marchés financiers qui fonctionnent bien sont un facteur clé dans la production d'une croissance économique élevée, alors que les marchés inefficaces sont une des raisons pour lesquelles de nombreux pays dans le monde restent pauvres. Les activités sur les marchés financiers ont également des effets directs sur la richesse individuelle, et le comportement des entreprises et des consommateurs, et sur les fluctuations économiques.

#### **2.5.5. La bourse des valeurs mobilières : Fondement d'une compétitivité économique**

La capitalisation boursière demeure faible, le nombre d'entreprises cotées également. La bourse constitue une alternative aux financements bancaires dans la conjoncture actuelle. D'où la nécessité pour la bourse de recourir à ce mode de financement et redynamiser ce marché. Toutefois, le lancement d'un compartiment dédié au financement des petites et moyennes entreprises : PME en 2012 n'a pas changé la situation, ce qui fait qu'aujourd'hui, les entreprises ne se bousculent toujours pas à la bourse.

**Tableau n° 6 relatif aux indicateurs de la bourse d'Alger au 31/10/2020**

Capitalisation boursières	42,69 milliards de Dinars
Nombre de sociétés cotées	05
Rendement net des actions cotées	Entre 5,83% et 10.98%
Encours des obligations du trésor public	398,42 milliards de dinars

Evolution de l'indice : Dzair Index	<ul style="list-style-type: none"> <li>• +26,17% depuis sa création le 03/01/2008.</li> <li>• - 2,43% du 01/01/2017 au 31/10/2020.</li> </ul>
-------------------------------------	---

**Source :** Derbel A, Bekada M,( 2021) : Le marché financier en Algérie, Etat des lieux et perspectives de son développement, Revue algérienne d'économie et gestion, V10, N°3 , ,p.70 , Visité : le 21/06/2019, <https://www.asjp.cerist.dz/en/article/11750>.

**Tableau n° 7 concernant l'évolution de la capitalisation boursière par rapport au PIB en Algérie**

	Capitalisation boursière en Milliards DA	PIB en Milliards de DA	Capitalisation boursière/PIB%
<b>2014</b>	14,79	17243	0,086
<b>2018</b>	15,43	16600	0,093
<b>2020</b>	45,18	17677	0,256

**Source :** Derbel A, Bekada M,(2021) : Le marché financier en Algérie, Etat des lieux et perspectives de son développement, Revue algérienne d'économie et gestion, V10, N°3 , ,p.70 , Visité : le 21/06/2019, <https://www.asjp.cerist.dz/en/article/11750>.

## 2.6. La diversification de l'économie et l'amélioration du climat des affaires en Algérie : Condition sine qua non pour une émergence de l'économie algérienne

L'économie algérienne dépend à 98% de la rente liée aux exportations des hydrocarbures. Aussi, l'Algérie a besoin d'une stratégie de riposte, et le plus rapidement possible. Aussi, l'urgence d'une intensification des exportations hors hydrocarbures s'avère indispensable.

### 2.6.1. Les énergie renouvelables en Algérie : un secteur à prendre en compte dans le cadre de la diversification économique

Après avoir exploité ses gisements de pétrole et de gaz pendant plus d'un demi siècle ; l'Algérie peine à maintenir son niveau de production tant pétrolier que gazier, la satisfaction de l'approvisionnement énergétique du pays finira par accuser un déficit progressif si les choses continuent à évoluer comme elles l'ont fait jusque-là. La seule alternative durable serait de diversifier l'économie en développant les nombreuses ressources non exploitées ou sous exploitées du pays mais une telle solution négligée ne sera pas prête avant très longtemps. Entre temps ; le pays sera confronté à une longue et difficile période intermédiaire sans ressources financières suffisantes. (Chitour, 2003) souligne que l'Algérie recèle d'énormes richesses, les énergies renouvelables n'ont pas connu le développement que permet leur disponibilité, et qu'impose leur importance pour le développement économique et social. Plusieurs raisons plaident en faveur d'un développement des énergies renouvelables, entre autres : Elles permettent un développement durable du fait de leur caractère inépuisable, et de leur impact limité sur l'environnement et contribuent à la préservation de nos ressources fossiles. (Chitour, 2003) indique également que le secteur des énergies renouvelables ne se limite pas à une filière mais couvre une palette de filières qui sont de plus en plus industrialisés. Or par comparaison à d'autres pays européens, l'Algérie après avoir été une des premières à investir dans les énergies renouvelables a abandonné ces filières et donc a pris du retard dans le domaine des énergies renouvelables ; La seule alternative durable serait de diversifier l'économie en développant les nombreuses ressources non exploitées ou sous exploitées du pays mais une telle solution négligée ne sera pas prête avant très longtemps. Entre temps ; le pays sera confronté à une longue et difficile période intermédiaire sans ressources financières suffisantes. (Chitour, 2003) indique qu'aux USA par exemple près de 15 000 MW d'éoliennes et solaires ont été mis en service rein qu'en 2018. Ce sont plus de six millions de PME et PMI qui font tourner l'innovation dans les secteurs économiques des Etats-Unis. (Adler, 2009) souligne qu'en 2025,

le monde se trouvera au milieu d'une transition énergétique, le scénario le plus probable sera celui d'une percée technologique qui offrira une alternative au pétrole et au gaz naturel.

### 2.6.2. La problématique de l'eau :

(Adler, 2009) indique que d'après les experts, 21 pays dont la population totale s'élève à 600 millions d'habitants connaissent aujourd'hui une pénurie d'eau potable ou de terre cultivable. En raison d'une croissance démographique continue, on s'attend qu'en 2025, ces pays soient au nombre de 36, pour une population totale de 1,4 milliard d'habitants. L'absence d'accès à un approvisionnement stable en eau atteint des proportions inédites dans nombre de régions du monde et risque de s'aggraver à cause de l'urbanisation galopante et de la croissance démographique.

### 2.6.3. La diversification économique : source de développement de l'emploi au niveau de chaque wilaya du pays

L'emploi constitue le premier fléau de la société algérienne et de la vaste majorité des pays du monde. L'Algérie est capable d'aller vers une croissance à plus de 8% et d'éradiquer progressivement ce phénomène. Il y va de la stabilité économique et sociale du pays affirme (Lamiri, 2013).

**Tableau n°8 : l'évolution des principaux indicateurs économiques en Algérie**

	2010	2012	2014	2016	2018
Prix du baril (moyenne/an)	77.38	109.45	96.29	40.68	69.52
Revenus pétroliers*	55.52	70.58	58.46	27.91	37.92
Balance commerciale	16.58	20.16	0.45	-20.12	-9.42
Taux de croissance (%)	3.63	3.37	3.79	3.30	2.10
Réserves de change*	157	190.66	178.93	114.13	79.88
Taux de change (dollar/dinar)	74.39	77.54	80.58	109.44	116.59

(\* milliards USD)

Source : [www.imf.org/](http://www.imf.org/)

Plusieurs paramètres sont mis en évidence dans le cadre de ce tableau, entre autres :

- Une baisse des revenus pétroliers entre 2010 et 2018 la baisse des cours ;
- Un déficit de la balance commerciale à partir de 2016, d'où l'urgence d'une diversification des exportations hors hydrocarbures en Algérie.
- Une diminution des réserves de change à partir de 2018 qui risque de porter préjudice à l'économie algérienne. Les réserves de change en 2020 atteignent 60 milliards de dollars. Dans ce cadre, les pouvoirs publics ont décidé de diminuer le montant des importations de 41 à 31 milliards de dollars pour l'exercice 2020.

### 2.6.4. La balance commerciale en Algérie :

La balance commerciale enregistre les flux de marchandises entre l'Algérie et le reste du monde, c'est-à-dire les exportations (ventes à l'étranger de marchandises produites par des entreprises installées en Algérie) et les importations (achats par les agents économiques installés en Algérie de marchandises fabriquées à l'étranger).

**Tableau n°9 : mettant en relief la balance commerciale algérienne de 2005-2018**

	2017	2017	2018	2018	Evolution en %
	Dinars	Dollars	Dinars	dollars	
Importations	5111297	46059	5387655	46197	0,30
Exportations	3904715	35191	4800538	41168	16,98
Balance commerciale	1206582	-10868	-587117	-5029	
Taux de couverture en%	76		89		

(Valeurs en millions US)

Source : CNIS (centre national sur l'information statistique des douanes)

Le tableau ci-dessus met en évidence les déficits de la balance commerciale algérienne. On constate dans ce cadre un déficit au titre de l'exercice 2017 :- 1206582 DA et un déficit au titre de l'exercice 2018 : -587117 ; Aussi, la diversification des exportations hors hydrocarbures revêt une importance capitale.

#### **2.6.6. La décision des pouvoirs publics en la matière :**

Face à l'effondrement des prix du pétrole, à savoir une réduction du montant de la facture d'importation de 41 à 31 milliards de dollars, une coupe de l'ordre de 30% dans les dépenses du budget de fonctionnement « sans toucher les charges et les salaires » ainsi que l'arrêt de la conclusion des contrats d'études et de services avec les bureaux étrangers, ce qui épargnera à l'Algérie près de 7 milliards de dollars par an.

#### **2.6.7. L'amélioration du climat des affaires : un chantier vital en Algérie**

L'Algérie est régulièrement très mal située dans les différents classements internationaux sur le climat des affaires. (Lakhlef, 2017) met en lumière la question suivante : Que faire pour améliorer le climat des affaires ? Beaucoup d'experts, notamment ceux des institutions internationales FMI, Banque Mondiale... recommandent en premier lieu des réformes structurelles, des réformes qui visent des mesures en profondeur, voire radicales des règles de fonctionnement de l'économie pour corriger les déséquilibres, créer de meilleures conditions de relance de la croissance et réduire l'endettement. (Lamiri, 2013) note que nous sommes régulièrement très mal situés dans les différents classements internationaux sur le climat des affaires. Les causes sont nombreuses. Nous en retiendrons une qui fait l'unanimité, à savoir la bureaucratie. Le management moderne a produit également des thérapies efficaces contre ce fléau. La bureaucratie étouffe un pays ; lorsqu'un certain nombre de conditions existent. La première est de loin la plus importante est l'absence de management dans nos institutions administratives. On ne travaille pas avec des plans, des procédures, des évaluations de résultats, des tableaux de contrôle ; les personnes sont mal payés, démotivées. L'économie de marché nécessite des fonctionnaires experts et non des bureaucrates note dans ce sens (Lamiri, 2013, p120).

**Tableau n°10 : mettant en lumière le classement de l'Algérie sur certains domaines d'activité**

Etude de l'environnement des affaires	157 <sup>e</sup>	Sur 190 Pays
Création d'entreprise : 150 <sup>e</sup> sur 190 pays	150 <sup>e</sup>	
Permis de construire	121	
L'obtention de prêts	181	
Protection des investisseurs minoritaires	179	
----- La pression fiscale	158	

**Source :** Rapport « Doing Business » 2020 publié par le groupe de la banque mondiale. 17<sup>e</sup> édition de l'étude. [www.banque mondiale.com](http://www.banque mondiale.com).

Le rapport « Doing Business » 2020 publié par le groupe de la banque mondiale. La 17<sup>e</sup> édition de l'étude « Doing Business » revient sur les réformes mises en œuvre dans certains domaines d'activité et dans 190 pays du monde, sur une période de 12 mois se terminant le 1 mai 2019.

- le climat des affaires en Algérie n'a quasiment pas évolué par rapport à l'édition 2018 ;
- L'Algérie est classée au 150<sup>e</sup> rang en matière de création d'entreprise ;
- L'Algérie arrive à la 121<sup>e</sup> place. Le rapport a comptabilisé 19 procédures, 131 jours et cout représentant 6,5% du revenu par habitant pour la construction d'un entrepôt ;
- L'Algérie se positionne aux 181 places concernant l'obtention de prêts, au 179<sup>e</sup> rang sur le plan de la protection des investisseurs minoritaires. Concernant la pression fiscale, l'Algérie occupe la 158<sup>e</sup> Place. En effet, le rapport met en relief que l'entreprise

algérienne doit s'acquitter de 27 différents impôts et taxes, y compris les cotisations obligatoires, un processus qui nécessite 265 heures de travail par an.

## **2.7. Les autres actions à entreprendre pour une relance économique en Algérie :**

Il s'agit entre autres :

**2.7.1 La libéralisation de l'acte d'investir :** il doit être libre et n'est soumis à aucune autorisation ou agrément. Les pouvoirs publics doivent afficher les branches ou filières considérées comme stratégiques ou la partie algérienne est obligatoirement majoritaire.

**2.7.2. Le renforcement de la diplomatie économique et l'internationalisation des banques et des entreprises algériennes :** constitue un vecteur stratégique de diversification économique. La diplomatie algérienne peut contribuer à l'internationalisation de l'entreprise algérienne et donc au développement des exportations hors hydrocarbures.

**2.7.4. Réforme de la finance et de la fiscalité locale :** il s'agit d'une refonte de la politique fiscale et budgétaire qui prépare la transition vers la fin de la rente et ce, pour une politique de fiscalité locale à travers l'élargissement et l'amélioration des produits fiscaux des communes

**2.7.5. La révision organisationnelle de l'ensemble des institutions du pays :** il s'agit entre autres : du fonctionnement des chambres de commerce et adaptation de leurs statuts au contexte économique actuel ; La mise sur pied d'un véritable pacte de croissance ; Revoir certaines formes d'organisation institutionnelle afin d'asseoir les bases d'une politique cohérente en direction du monde des entreprises ; Reformuler de manière fondamentale le rôle de l'Etat, revoir la gouvernance et les capacités des institutions économiques ; Engager une réforme de décentralisation économique poussée en faveur d'administrations économiques régionales à compétence élargie ;

## **3. Leviers fondamentaux nécessaires pour une réussite des politiques publiques en Algérie ?**

Comme nous l'avons mis en relief ci-dessus, nous ne pouvons faire une recension exhaustive de l'ensemble des leviers fondamentaux, toutefois trois grands leviers fondamentaux nous paraissent indispensables pour la réussite des politiques publiques en Algérie, que nous tenterons de mettre en exergue d'une manière générale certes, eu égard à l'importance de la littérature à ce sujet

### **3.1. La contribution des ressources humaines et le management : levier de pilotage pour la réussite des politiques publiques en Algérie**

Le management est l'arme la plus redoutable et la plus efficace que les nations modernes utilisent pour maintenir et creuser leur suprématie économique et technologique sur le reste souligne (Lamiri, 2013). Les pouvoirs publics doivent s'attaquer aux véritables priorités : le développement humain, la modernisation technologique et managériale et le financement de l'économie productive. Dans toute structure ; l'individu tient une place prépondérante car il est le sujet de la connaissance, il est porteur d'une partie d'un ensemble que l'on entrevoit à travers le groupe. Il représente, l'intelligence dans son affirmation sociale en particulier par son comportement vis-à-vis du savoir, de ses aptitudes qui touchent aux capacités relationnelles et à la coopération. L'attitude de l'individu est source de connaissance par le fait qu'il la crée et la transmet dans son environnement professionnel (Perreti, 2015) Aussi, le développement harmonieux des ressources humaines et la bonne gouvernance constituent des préalables et ce, pour inculquer la culture du management stratégique dans les entreprises algériennes en général et dans toutes les institutions algériennes. (Khiat, Rahmouni , Semaoune et al, 2015 ) (Belkadi, Boulenouar, Hadj Kadour, Khiat, et al, 2017)

### **3.2. L'économie fondée sur la connaissance : vecteur de réussite du plan stratégique de relance économique en Algérie**

L'économie de la connaissance comprend des pans entiers des activités d'un Pays. On y inclut la formation (longue durée et recyclage), les TIC, la recherche et développement, l'innovation, la communication, les industries de l'expertise et du conseil etc. L'économie de la connaissance est comme le sang qui irrigue le corps humain. Elle contribue à améliorer la

productivité de tous les autres secteurs (Lamiri, 2013). L'EFC devra concerner tous les segments des activités et tous les métiers. Les entreprises sont appelées à investir davantage dans l'acquisition du savoir technologique et la recherche appliquée, en ayant recours aux capacités existantes dans les centres de recherche et les universités.

### **3.2.1. Les autres leviers à mettre en œuvre :**

Il s'agit particulièrement pour les pouvoirs publics de mettre en œuvre des mesures afin de développer et de favoriser : L'innovation et les pôles de compétitivité pour une diversification de l'économie algérienne, La mise en place d'un système de veille et d'intelligence économique constitue également un levier important pour l'émergence de l'entreprise algérienne d'une part et l'économie algérienne d'autre part. Il y a lieu également de mettre en évidence : La recherche et développement qui constitue un vecteur de développement économique.

### **3.3. Une bonne gouvernance : instrument managérial promoteur de l'image de marque et de réussite du plan stratégique de relance économique en Algérie**

(Okamba ,2010) indique qu'Il existe plusieurs formes de gouvernance : la gouvernance politique, la gouvernance administrative ; la gouvernance économique et financière, la gouvernance des entreprises. L'interaction entre toutes ces composantes de la gouvernance conduit vers la cohésion sociale durable, facteur de développement économique et social soutenable que l'on peut évaluer par le renforcement du sentiment d'appartenance des individus à une collectivité, par leur insertion dans la vie économique et sociale de la cité et par leur degré de participation à la décision collective. Dans ce cadre (Lamiri ,2013) nous informe que dans le domaine du management on affirme que le bon Dieu est le meilleur démocrate parce qu'il a distribué équitablement l'intelligence au sein des peuples. Mais l'organisation et la gouvernance des Etats font toute la différence. Ainsi, lorsque nous avons un Etat organisé, avec des institutions administrées rationnellement par les meilleures compétences, nous sommes en présence d'un dragon économique. Lorsque les institutions de l'Etat sont désarticulées, gérées intuitivement, sans les processus d'intelligence et de cohérence, alors nous sommes en présence d'un Etat inefficace et destructeur au lieu d'être créateur de richesses. Schumpeter, le célèbre économiste a bien compris la relation entre l'efficacité de l'Etat et l'efficacité de la relance économique.

#### **3.3.1. Mise à niveau de l'entreprise algérienne aux standards internationaux :**

La mise à niveau concerne toutes les fonctions de l'entreprise dans le but d'apporter des solutions pratiques, principalement à la gestion de la qualité, au marketing, à la maîtrise des coûts et aux ressources humaines. La réussite de la mise à niveau conditionne le développement économique et la création ou la disparition de dizaines de milliers d'emplois.

#### **3.3.2. Pour une gestion efficiente des collectivités locales : La commune algérienne : entreprise de prestation de services et de création de richesses**

Aujourd'hui, l'espace communal local doit être un terrain pour l'innovation et l'attractivité économique. L'autorité centrale devra accorder plus de pouvoirs aux collectivités locales notamment en matière économique. A travers les pouvoirs qui leurs sont conférés, les élus locaux devraient être en mesure d'innover en matière de fiscalité locale pour drainer plus d'entreprises et promouvoir la création et le développement de zones industrielles. Le développement économique doit passer par le développement local et donc l'approche locale est un impératif majeur pour le développement économique et social. A ce sujet, (Khelil, 2011) indique que la commune doit fonctionner comme une entreprise de prestations de services et de création de richesses, il est évident que le résultat dépendra des capacités managériales des uns et du degré d'implication des autres dans la vie économique et sociale et culturelles de la collectivité. En somme cette image de la commune-entreprise reste intimement liée au savoir-faire des élus et à l'implication du citoyen autrement dit au degré d'émancipation de notre société. (Graba, 2000) souligne que les collectivités locales constituent les cellules de base de la nation. Leurs attributions sont très larges et de plus en plus importantes au fur et à mesure que la

décentralisation prend corps. Elles sont l'école ou s'effectue l'apprentissage de l'exercice des responsabilités politiques.

### **3.3.3. L'émergence de l'entrepreneuriat en Algérie : un atout majeur pour une diversification économique**

(Lamiri, 2013) dans ce cadre souligne que les scientifiques sont formels sur un aspect : une variable clé du développement réside dans la qualité et la quantité des entrepreneurs au sein d'un pays. C'est par exemple, la thèse centrale de l'économiste britannique Lewis, prix Nobel d'économie. C'est aussi la position clé d'un des économistes les plus illustres du siècle dernier : l'austro-américain Joseph Schumpeter: L'importance de l'entrepreneuriat pour le développement et la croissance d'un pays a poussé la majorité des pays à intégrer l'initiation et la formation à l'esprit de création d'entreprise dans le système éducatif (Lakhlef, 2014).

La culture entrepreneuriale et managériale est à intégrer rapidement dans l'ensemble des institutions en Algérie, notamment dans les institutions de formations afin que l'entreprise algérienne puisse survivre, s'adapter aux changements, à l'environnement et à la compétitivité

### **3.4. La refonte de l'enseignement supérieur : levier d'action pour l'émergence d'un management efficient**

L'intelligence humaine est la première source d'émergence de développement des nations, c'est grâce aux capacités intellectuelles des américains que les USA sont devenus la première puissance du monde. Aussi ; les pouvoirs publics doivent prendre en compte le secteur de l'enseignement supérieur, car sans un enseignement de qualité mondiale, le développement est impossible estime (Lamiri, 2013). Dans ce cadre, une stratégie doit être mise en œuvre pour permettre à ce secteur d'être à la hauteur. Aucune stratégie industrielle, financière, agricole, ou autre ne sera efficace avec un enseignement supérieur qui n'est pas aux normes internationales. Il faut à cet effet, mettre sur pied des passerelles entre le système de formation et le monde de l'entreprise de sorte à mieux intégrer les préoccupations des entreprises ; Aussi, la maîtrise de la science et de la technologie est une des aspirations majeures et vitales de l'Algérie, dans la mesure où elle constitue la principale clé d'entrée dans le monde économique et social.

#### **Conclusion :**

Notre conclusion sera articulée autour de la synthèse des principaux résultats de notre article.

La construction d'une économie plus diversifiée et moins dépendantes des performances du seul secteur de la production et des exportations d'hydrocarbures est indispensable. L'Algérie devrait entreprendre une série de réformes structurelles et le plus tôt possible qui se complètent et se renforcent mutuellement. Aussi, un plan stratégique de relance économique en Algérie est indispensable. Dans ce cadre, deux scénarios sont envisageables : Le statut quo ou l'émergence économique à travers un plan stratégique de relance économique qui englobe des mesures sur le plan macroéconomique, sur le plan macro-structurel et sur le plan structurel.

#### **A) Scénario « statu quo »**

- Le maintien des mêmes comportements et des mêmes modes de gestion ;
- Une dépendance totale des ressources en hydrocarbures ;
- Absence de réformes structurelles ;
- Incitation aux comportements rentiers et non de production ;
- Absence de vision stratégique ;

Il est permis de prévoir que l'économie algérienne ne connaîtra pas une grande avancée.

Le scénario suivant peut se produire :

- Il conduira dans une démarche prédatrice à l'épuisement du Pays et en même temps que celui de ses ressources d'hydrocarbures. Ce scénario ouvrira les portes à une grande catastrophe économique, sociale, politique et autre. Ce scénario aura des conséquences lourdes sur la société algérienne.

**B) Scénario ayant trait à l'émergence économique à travers un plan stratégique de relance économique qui englobe des mesures sur le plan macroéconomique, le plan macro-structurel et sur le plan structurel.**

Si le plan stratégique de relance économique à travers ses différentes composantes est mis en œuvre avec de nouvelles approches, des objectifs, et une stratégie claire, réaliste et cohérente avec la réunion d'un maximum de conditions techniques et environnementales. Ce scénario le plus favorable est celui qui devra liquider les diverses rentes pour démultiplier l'effort productif et diversifier les exportations. En un mot, ce scénario est celui d'un nouveau paradigme de croissance qui s'affranchit du syndrome Hollandais et liquide les rentes persistantes. Il implique également pour ce faire, de relever les grands défis de l'économie algérienne d'aujourd'hui et de demain. Il entraînera, peut-être un coût politique qu'il faudra assumer en direction des différents segments sociaux concernés : ceux bénéficiant de rentes diverses dont il faudra assécher progressivement les canaux de transfert. Cependant, ce scénario implique obligatoirement un approfondissement démocratique considérable pour détruire les archaïsmes et construire un consensus politique et social durable de nature à casser les verrous qui en empêche une mise en œuvre concertée et efficace. C'est dans ce scénario que l'économie algérienne retrouvera une splendeur bâtie sur la compétitivité, la rentabilité, l'exportation, le bien être et la compétence.

**Bibliographie :**

- 1- Adler A(2009), Le nouveau rapport de la CIA. Comment sera le monde en 2025 , Editions Robert Laffont, Paris.
- 2- Areski R(2019) , les réformes structurelles , Revue Economie du 3/2/2019
- 3- Benachenhou A (2015), L'Algérie : sortir de la crise , El Diwwan, Alger.
- 4- Biales M, Leurion R, Rivaud JL(2007) , L'essentiel sur l'économie. Berti Editions, Alger.
- 5- Bouglet j (2011) . Stratégie d'entreprise, Editions Berti, Alger ;
- 6- Boucekkine R (2019) , Le processus inflationniste, Revue Economie du 3/11/2019:
- 7- Beghoul MS (2019) , L'innovation solaire, Revue L'essentiel de management du 2/12/2019
- 8- Belmihoub MC (2020) , la dépendance structurelle Revue Economie du 19/3/2020
- 9- Bessaha A (2020) , la réduction du niveau des importations , Revue Economie du 6/4/2020
- 10- Barre R, Fontanel J (1993) , Principes de politique économique. OPU, Alger
- 11- Bouchakour M (2019) , national d'information. Economie du 17/11/2019:
- 12- Boutaleb K (2019) , la baisse des prix des hydrocarbures , Revue économie du 17/11/2019
- 13- Bouzar C (2010) , Systèmes financiers : Mutations financières et bancaires et crise. Editions El Amel, Alger,
- 14- Bellal S (2017) , la crise du régime rentier. Essai sur une Algérie qui stagne. Editions Frantz Fanon , Tizi ouzou.
- 15- Chitour C E(2003) , Pour une stratégie énergétique de l'Algérie à l'horizon 2030. Actes de la 7 journée de l'énergie sous la direction du Pr Chems Eddine Chitour.
- 16- Damarey S (2006) , Finances publiques . Editions Gualino ; Paris.
- 17- Derbel A, Bekada M,( 2016), Le marché financier en Algérie, Etat des lieux et perspectives de son développement, Revue algérienne d'économie et gestion, V10, N°3 , ,p.70 ,
- 18- Graba H (2000) , les ressources fiscales des collectivités locales ? Enag/Editions, Alger.
- 19- Grim N (2009), Algérie : L'interminable transition , Casbah Editions ; Alger
- 20- Grim N(2012), Entrepreneurs, Pouvoir et société en Algérie. Casbah Editions, Alger
- 21- Hasni T(2019), Les subventions, Revue Economie du 24/10/2019
- 22- Hiouani A (2019) , La politique de l'Epargne en Algérie , Revue Economie du 2/11/2019
- 23- Khelil A (2011),: La commune dans le défi du management et de l'ingénierie territoriale . Casbah Edition, Alger.
- 24- Khiat A, Semaoune K, Bouziane A, Brahami M et al (2015), Un état de la fonction ressources humaines dans le contexte algérien. Editions Dar El Adib, Oran.
- 25- Lieghliel N (2020) , Le crash pétrolier , Revue Problème économiques du 22/3/2020



- 26- Lamiri. A (2013) , La décennie de la dernière chance. Emergence ou déchéance de l'économie algérienne ? Editions Chihab ; Alger.
- 27- Lamiri A (2020) , Révolution managérial , Revue Economie du 12/3/2020.
- 28- Lehman-Oretega L, Leroy F, Garette B et al (2013) : Stratégor , 6 Edition. Edition Dunod , Paris
- 29- Lakhlef B (2014) , Créateur d'entreprise et dirigeant d'entreprise , Alger-Livres-Editions ; Alger
- 30- Meddahi N (2020) , Le Dinar surévalué, Revue Economie du 23/3/2020
- 31- Mishkin F, Bordes C, Haut Cœur PC et al (2007), Monnaie, Banque et marchés financiers. Editions nouveaux horizon, Paris
- 32- Mouhoubi.S (1998) , L'Algérie à l'épreuve des réformes économiques .OPU, Alger.
- 33- Mekideche. M (2008) , L'économie algérienne à la croisée des chemins ; Editions Dahlab ; Alger.
- 34- Mekideche. M (2020), un plan stratégique de relance économique, Revue Economie du 10/12/2020.
- 35- Nouia B (2017) , Le dinar algérien. Passé et présent. Editions Casbah, Alger.
- 36- Naas A(2003) , Le système bancaire algérien. De la décolonisation à l'économie de marché . Editions Maisonneuve et Laroche ; Paris.
- 37- Okamba E(2010), La gouvernance. Une affaire de société. Edition L'Harmattan, Paris
- 38- Peretti. JM (2015) , Un état des ressources humaines dans le contexte algérien, Ouvrage coordonné par le professeur Assya Khiat ; Editions Dar El Adib. Oran
- 39- Rival M, Carrissant C (2008) , Les politiques publiques. Editions INTEC ;Paris.
- 40- Rezig A (2006) , Algérie –Brésil- Corée du Sud : Trois expériences de développement. OPU ; Alger.
- 41- Siagh L (2019) , Les réformes structurelles, Revue Economie du12/9/2019
- 42- Sekkak R (2019) , La réforme bancaire, Revue L'essentiel de Management du 26/9/2019
- 43- Sari C (2011) : Algérie et Maroc, Quelles convergences économiques. Editions Cabrera, Paris.